



FR

**CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

**ANNEXE 3**

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Madagascar pour 2024

**Document d'action Eau et Assainissement à Toamasina<sup>1</sup>**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDCI – Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'action

<b>1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base</b>	Eau et Assainissement à Toamasina ACT-62 563  Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI – Europe dans le monde)/de la décision d'association outre-mer/du règlement instituant un instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire
<b>2. Initiative «Équipe Europe»</b>	Non
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée à l'endroit suivant: République de Madagascar, Région Atsinanana, Ville de Toamasina et agglomération.
<b>4. Document de programmation</b>	Programme indicatif pluriannuel (PIP) 2021 – 2027 - Madagascar
<b>5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés</b>	Domaine prioritaire 2 : Croissance durable et emplois – Objectif spécifique 1 : Développer des infrastructures de service public en faveur d'une croissance durable  Résultats escomptés : Des infrastructures d'alimentation en eau potable et des installations d'assainissement sont réhabilitées et/ou créées.
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	Eau et Assainissement, code CAD 140
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal (1 uniquement): ODD6 Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles: 3, 5, 9, 11, 13
<b>8. a) Code(s) CAD</b>	Code CAD 1 : 14021: – Approvisionnement en eau – systèmes à grande échelle – 80% Code CAD 2 : 14 032 – Assainissement – dispositifs de base – 10%

<sup>1</sup> Toamasina (appellation en malgache), également appelée Tamatave en français

	Code CAD 3 : 14 081 – Education et formation en matière d’approvisionnement en eau et assainissement – 10%			
<b>8. b) Principal canal d’acheminement</b>	PUBLIC SECTOR INSTITUTIONS - 10000			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input type="checkbox"/> Droits de l’homme, démocratie et gouvernance			
<b>10. Marqueurs</b>  (À partir du formulaire CAD)	<b>Objectif général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l’environnement @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l’enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>11. Marqueurs internes et balises</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>
Transformation numérique @		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques		OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	

	services numériques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique	OUI	NON	
	énergie	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	transports	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	santé	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	éducation et recherche	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Réduction des inégalités @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire : 14.020122 Coût total estimé: 24 500 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE: 24 500 000 EUR			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Type de financement</b>	Cette contribution à la plateforme régionale de financement mixte est mise en œuvre en gestion indirecte par les entités indiquées à l'annexe du présent document d'action, conformément à la procédure d'attribution de la plateforme régionale de financement mixte.			

## 1.2 Résumé de l'action

Le corridor Toamasina (*ou Tamatave*, 2<sup>de</sup> ville malgache) – Antananarivo, qui est le principal axe d'échanges du pays fait partie de la stratégie « Global Gateway » de l'Union européenne (UE) à Madagascar. Il présente le meilleur potentiel de connectivité des systèmes urbains, motrice de croissance et de développement.

Sur cet axe, l'UE et la Banque européenne d'investissement (BEI) privilégient les secteurs de l'énergie et de l'eau<sup>2</sup>, quand d'autres partenaires se positionnent sur les secteurs routier et portuaire (dont la JICA<sup>3</sup>).

Des services performants d'électricité, de transport, d'eau (dans ses usages industriels) restent nécessaires à la croissance économique, quand l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous contribuent à la soutenabilité sociale de la croissance démographique urbaine, générée par ces opportunités économiques.

Aussi, l'action entend adapter les infrastructures en eau et assainissement pour satisfaire la demande actuelle et répondre aux enjeux de croissance démographique et économique de l'aire urbaine de Toamasina.

Elle rentre dans la mise en œuvre du PIP 2021-2027 pour Madagascar qui cible la croissance durable et l'emploi par le renforcement des infrastructures et les services publics dans l'énergie (Objectif de Développement Durable (ODD) 7) et, pour ce qui concerne directement la présente action, l'eau potable dans les villes secondaires et l'assainissement des eaux usées (ODD 6). L'action contribuera ainsi à renforcer la résilience face au changement climatique (ODD 13) et promotion de l'égalité des sexes (ODD 5). L'action est aussi alignée avec le Plan d'Action

<sup>2</sup> En particulier avec les projets d'interconnexion électrique (PRIRTEM1), barrage hydroélectrique (Volobe, 120MW), le projet JIRAMA Water III (eau potable dans la capitale), mais également l'extension des capacités du barrage d'Andekaleka (BEI), ou l'électrification de certaines localités de l'axe Antananarivo-Toamasina (UE, dans le cadre du projet PRIRTEM)

<sup>3</sup> JICA : Japan International Cooperation Agency

de Genre III, en particulier avec l'engagement de renforcer les droits économiques et sociaux et autonomiser les filles et les femmes<sup>4</sup>.

Elle permettra de réhabiliter les réseaux d'adduction d'eau potable, dont la vétusté limite la disponibilité de l'eau en qualité et en quantité dans les zones actuellement desservies. Elle augmentera la production d'eau potable pour répondre aux besoins croissants de Toamasina tout en améliorant la durabilité du service et sa résilience face aux changements climatiques. Elle proposera une stratégie de développement à long terme de la production, du stockage et de la distribution d'eau potable, en cohérence avec le développement urbain de l'agglomération, et commencera, la mise en œuvre de cette stratégie. Elle renforcera les performances de la JIRAMA<sup>5</sup>, entité en charge du service de l'eau potable, pour améliorer sa gestion des ressources en eau.

Elle appuiera la création de sanitaires modernes, publics et privés, tout en renforçant les capacités de traitement des excréta, actuellement majoritairement rejetés dans le milieu naturel sans traitement. Elle mobilisera pour cela, dès que cela est pertinent, des approches de marché en favorisant l'adéquation entre l'offre et la demande, notamment pour les sanitaires individuels.

La dimension sociale de l'accès à l'eau et l'assainissement reste prégnante et d'une acuité particulière pour les femmes et les filles, et sera pris en compte cours du programme en intégrant une perspective de genre l'approche basée sur les droits et la prise en compte des personnes en situation de handicap.

L'exposition de Toamasina à des événements climatiques extrêmes supposera la planification du service d'eau potable en prenant en compte les effets du changement climatique sur la raréfaction et la variabilité des ressources en eau, des dispositions constructives adaptées et une gestion de l'eau mieux maîtrisée, notamment par la JIRAMA.

L'action sera mise en œuvre par un mixage de fonds en dons et prêts souverains, en étroite coordination et complémentarité avec les projets en cours et projetés, créant un effet d'entraînement positif.

L'action contribue aux engagements pris par l'UE dans le cadre de l'Accord de partenariat économique (APE) signé avec Madagascar, en particulier concernant la réponse aux besoins en matière de développement pour promouvoir une croissance soutenue et favoriser la transformation structurelle de l'économie malgache. De manière plus spécifique, l'action s'inscrit dans le domaine de coopération relatif aux infrastructures, notamment pour le transport, l'énergie et l'eau.

### 1.3 Zone bénéficiant de l'action

L'action est réalisée dans la République de Madagascar inclus dans la liste des bénéficiaires de l'APD.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Les villes malgaches sont appelées à jouer un rôle de levier pour le développement. Si la population demeure encore essentiellement rurale, la croissance urbaine malgache est supérieure à celle de nombre de pays d'Afrique sub-saharienne. En 2036, la population urbaine devrait dépasser la population rurale. Les opportunités économiques, la relative proximité des services de base<sup>6</sup> sont de puissants facteurs d'attractivité. Toutefois, la pauvreté en milieu urbain a significativement augmenté sur la dernière décennie<sup>7</sup>. Il apparaît que le levier

<sup>4</sup> Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, Plan d'Action de L'union Européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III), référence JOIN(2020) 17 final, 21.11.2020

<sup>5</sup> Jiro sy Rano Malagasy, société détenue par l'Etat en charge des services d'eau et d'électricité, principalement en milieu urbain

<sup>6</sup> Pour exemple, il est estimé en moyenne que 85.8% des ménages urbains ont accès à une source d'eau potable améliorée, contre 36.3% en milieu rural (données Ministère de l'eau de l'assainissement et de l'hygiène, MEAH), 70.2% des ménages urbains ont accès à l'électricité contre 15.75% en milieu rural (données Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures, Agence de développement de l'Electrification Rurale)

<sup>7</sup> Selon le rapport « Poverty and Equity assesment », Banque Mondiale, 2024, la pauvreté en milieu urbain a cru de 46 à 61% entre 2012 et 2022.

économique lié à cette croissance urbaine reste sous-optimal au regard des potentialités<sup>8</sup>. Les difficultés à adapter l'aménagement des villes à une croissance démographique soutenue, le manque d'investissements dans les infrastructures et leur maintenance, aggravé par une surexposition aux aléas climatiques<sup>9</sup> sont entre autres, des goulots d'étranglement.

L'interconnexion des villes pourrait également contribuer à renforcer leur rôle de moteur de l'économie malgache. A ce titre, l'axe Antananarivo – Toamasina présente le meilleur potentiel de développement. La stratégie Global Gateway de l'UE dans le pays cible particulièrement ce corridor<sup>10</sup>.

Le secteur de l'alimentation en eau potable est révélateur du sous-investissement en infrastructures urbaines. Ces 20 dernières années, l'Etat a privilégié l'investissement en milieu rural, comparativement très défavorisé par rapport aux villes. Cela s'est traduit parallèlement, par un sous-investissement dans le secteur de l'eau potable en milieu urbain, quand la croissance urbaine malgache se situait entre 4 et 5% par an<sup>11</sup> sur la même période. Aussi, l'écart s'est creusé entre des besoins liés à la croissance économique et démographique urbaines et la capacité à les satisfaire, ce qui a accru les risques sanitaires et freiné le développement économique.

En réponse, la Politique Nationale de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (en cours d'adoption) cible, pour le milieu urbain, la remise à niveau des systèmes d'alimentation en eau pour satisfaire les besoins actuels et futurs, tout en évitant l'épuisement ou la dégradation des ressources en eau (réhabilitation et redimensionnement des réseaux, injection de ressources complémentaires, etc.). A l'issue de la réélection du Président Rajoelina, la Politique Générale de l'Etat fait de l'accès à l'eau pour tous l'un des axes du pilier « capital humain », « priorité absolue » de cette politique.

Les partenaires techniques et financiers réinvestissent également le sous-secteur<sup>12</sup> de l'eau et de l'assainissement en milieu urbain. La JICA<sup>13</sup>, en marge de l'aménagement de l'axe Toamasina-Antananarivo, engagera prochainement un projet visant à augmenter la production d'eau potable à Toamasina pour améliorer l'alimentation du réseau existant, encore limité à certaines zones de l'agglomération. L'USAID engage un projet pilote à Toamasina sur l'assainissement des eaux usées et le traitement des excréments, basé sur une approche par le marché. La France a financé en 2022 une étude sur la réduction des NRW (non revenue water : différence entre les eaux produites et les eaux réellement consommées et payées) à Toamasina, qui a analysé les pertes et facteurs de pertes, émis des recommandations et établi un plan d'action, tant pour l'investissement que pour la gestion commerciale. La présente action s'inscrit dans la continuité de ces projets, qu'elle complète. Entre autres, elle entend mettre en œuvre le plan d'action concernant les NRW.

Au-delà des besoins liés à la croissance économique (dont les besoins générés par l'extension du port de Toamasina), l'accès à l'eau garde une dimension sociale essentielle, marquée par de fortes disparités d'accès et de modes d'accès (branchements particuliers, bornes fontaines, approvisionnements alternatifs). Il a des impacts sur la santé et l'hygiène, particulièrement sensibles dans les épisodes post cycloniques. Les femmes sont particulièrement impactées par le déficit d'accès à l'eau et à l'assainissement, et plus exposées *a priori* aux

<sup>8</sup> Ces éléments sont issus du rapport « Leveraging cities as drivers of growth and structural transformation, Madagascar Urbanization review », Banque Mondiale, 2024.

<sup>9</sup> 70% des villes de moyenne taille sont des villes côtières, dont Toamasina, potentiellement affectées par les tempêtes tropicales et cyclones, les inondations et l'érosion côtière.

<sup>10</sup> La Stratégie Global Gateway à Madagascar cible en particulier l'axe Toamasina- Antananarivo, avec notamment l'interconnexion électrique dite « PRIITEM 1 », le barrage hydroélectrique de Volobe (120MW), et, pour le secteur de l'eau, le projet JIRAMA Water III, centré sur la capitale. La JICA (Japan International Cooperation Agency) finance l'extension du port de Toamasina et la réhabilitation de la route nationale 2, qui relie Toamasina à Antananarivo.

<sup>11</sup> Contre une croissance démographique globalement située entre 2.4% et 3.10% sur la même période.

<sup>12</sup> UE et BEI, via le projet JIRAMA Water 3 (65M€), le MIP 2021-2027 (réhabilitation des systèmes d'adduction d'eau potable dans les villes secondaires et appui au secteur embryonnaire de l'assainissement), BM (PAEEP, Projet d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable, 220MUS\$), Banque Africaine de Développement (fonds de préparation de projet).

<sup>13</sup> JICA : Japan International Cooperation Agency

difficultés liées à la collecte de l'eau<sup>14</sup>. Notamment, à Madagascar, les personnes en situation de handicap ont un accès bien plus limité à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène que le reste de la population<sup>15</sup>.

Toutefois, si les inéquités d'accès et de coût d'accès (notamment accès via branchements individuels vs via bornes fontaines) restent prégnantes, le coût modéré de l'eau conduit à privilégier les investissements dans la production d'eau potable pour tous, dans la perspective des objectifs de développement durable, indépendamment des moyens d'accès, avant d'engager des investissements facilitant les branchements individuels ou semi collectifs pour l'ensemble des ménages.

Au regard de la nature sociale de la présente action, de sa cohérence avec la Politique Générale de l'Etat, le mixage de fonds en dons et en prêts reste une modalité d'intervention pertinente. En effet, le niveau d'endettement de Madagascar (44% du PIB en 2022) reste modéré et permet de poursuivre le programme de développement des infrastructures publiques, avec un contrôle renforcé sur l'opportunité et la priorité des investissements.

## 2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes: Alimentation en Eau Potable (AEP)

La JIRAMA<sup>16</sup> assure le service d'eau potable de la ville de Toamasina (Toamasina 1) et de la commune périphérique de Toamasina 2. Le service des bornes fontaines (alimentées par la JIRAMA et bénéficiant d'une tarification sociale spécifique) est principalement assuré par des opérateurs associatifs, communautaires et privés, autorisés par la commune, avec l'appui technique de la direction régionale du MEAH. Il est estimé qu'environ 45%<sup>17</sup> de la population a accès au service d'eau potable. Ce service est dégradé, du fait d'une capacité de production d'eau potable insuffisante, d'une dégradation avancée des réseaux (plus de 40% des réseaux ont plus de 50 ans) et de moyens de maintenance insuffisants. Selon la JIRAMA, la production d'eau potable devrait être triplée pour satisfaire les besoins en 2030.

La JIRAMA et le Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (MEAH) ne disposent pas des outils de planification, de gestion et de développement du réseau à long terme. Ces outils de planification et de gestion restent nécessaires pour satisfaire de manière ordonnée les besoins en eau potable de l'agglomération urbaine.

Dans ce contexte, l'extension des réseaux et du service suppose préalablement, de développer la capacité de production en eau potable, de réhabiliter les réseaux existants et d'améliorer la performance opérationnelle de la JIRAMA. Ces actions urgentes peuvent précéder la réalisation du schéma directeur d'alimentation en eau potable à l'échelle de l'agglomération. La présente action sera par conséquent phasée, privilégiant dans un premier temps la réalisation des actions urgentes, la réalisation d'un schéma directeur pour l'alimentation en eau potable, puis la réalisation des travaux prioritaires issus de ce schéma directeur.

La JIRAMA est structurellement déficitaire, principalement du fait de la branche « électricité », très largement tributaire des prix et variations de prix des hydrocarbures. Ce déficit est compensé par des subventions de l'Etat pouvant atteindre 1 à 2% du PIB. L'unicité de comptes actuelle<sup>18</sup> entre les branches « eau » et « électricité » rend les deux secteurs interdépendants.

<sup>14</sup> Des résultats préliminaires d'une étude d'impact (recherche universitaire financée par la BEI) sur le projet JIRAMA Water III établissent qu'à Antananarivo, plus de 70% des femmes sont en charge des aspects liés à l'eau, dont la collecte. Les temps et les horaires de collecte (particulièrement lorsque les pressions sont très basses du fait du manque d'eau ou de la dégradation du réseau) ont un impact sur le sommeil et la fatigue physique. L'évaluation du projet pourrait vérifier si ces données sont corroborées dans le cas de Toamasina.

<sup>15</sup> Réduire les inégalités en garantissant un accès universel à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, Water Aid, 2019

<sup>16</sup> JIRAMA : Jiro sy Rano Malagasy, société détenue par l'Etat en charge des services d'eau et d'électricité, principalement en milieu urbain.

<sup>17</sup> Selon l'étude préparatoire pour le projet d'extension et d'amélioration du système d'approvisionnement en eau à Toamasina, JICA (Japan International Cooperation Agency), 2024.

<sup>18</sup> Dans le cadre du Projet d'Appui à l'Alimentation en Eau Potable (PAAEP) financé par la Banque Mondiale, un appui à la séparation comptable des activités « eau » et « énergie » est prévu.

Cette situation financière limite fortement la capacité à investir dans la maintenance des équipements et leur développement, tant pour la branche « eau » que pour la branche « électricité ». Le redressement de la JIRAMA suppose un engagement de moyen terme, qui fait l'objet de multiples efforts nationaux et des PTFs. L'UE, la BEI, la Banque Mondiale (BM) ont une valeur ajoutée, intervenant à la fois sur l'eau en milieu urbain et sur l'électricité. La situation financière de la JIRAMA est par ailleurs un point de négociation et de suivi détaillé des revues du FMI. Cette coordination d'acteurs et la sensibilité sociale croissante sont potentiellement des moteurs pour des évolutions de gouvernance.

Alors que la pandémie de COVID 19 a permis une sensibilisation à l'hygiène, le service public actuel ne permet pas de répondre aux attentes nées de ces sensibilisations. La plupart des ménages ont recours à des solutions d'approvisionnement en eau alternatives au service public, telles les pompes individuelles, alimentées par des nappes phréatiques superficielles. Ces nappes, polluées, notamment du fait de l'absence de système d'assainissement moderne, sont vectrices de maladies hydriques et ont un impact sur la santé<sup>19</sup>, accentué lors des épisodes cycloniques. Les difficultés liées à l'hygiène affectent en premier lieu les femmes, encore plus vulnérables aux conséquences graves des maladies liées à l'eau et à l'assainissement lorsqu'elles sont enceintes. L'eau potable et l'hygiène sont essentielles pour prévenir les maladies néonatales. Les femmes et les filles sont par ailleurs principalement responsables de la prise en charge de proches malades, y compris du fait de maladies d'origine hydrique.

Enfin, Madagascar est le quatrième pays au monde le plus vulnérable au changement climatique<sup>20</sup>. Toamasina est particulièrement exposée aux cyclones et tempêtes tropicales. Les risques liés à cet environnement (inondations, érosion côtière, salinité) doivent par conséquent faire l'objet d'une attention spécifique<sup>21</sup>, pour la conception des infrastructures, pour la réalisation du schéma directeur et la mobilisation future des ressources en eau, en privilégiant l'utilisation rationnelle de ces ressources. Les conditions d'hygiène dans les épisodes post-cycloniques (notamment dans les lieux de rassemblement temporaires) restent parfois problématiques.

Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

- La JIRAMA, concessionnaire du service de l'eau potable à Toamasina. Les aspects de gouvernance et de retour à l'équilibre financier dépassent largement le périmètre du présent projet, qui visera, outre les investissements et la satisfaction de la demande en eau, l'amélioration de la performance opérationnelle par la réduction des pertes techniques et commerciales
- Le ministère de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (MEAH), directement responsable de l'atteinte des objectifs de développement durable dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, sans toutefois avoir de tutelle directe sur la JIRAMA.
- Les communes de Toamasina 1 et 2<sup>22</sup>, qui sont les bénéficiaires du service de l'eau et sur lesquelles seront implantées les infrastructures.
- Lorsque possible, les associations d'usagers, les organisations de la société civile travaillant pour les droits des femmes et des personnes en situation de handicap.

Brève analyse des problèmes: Assainissement des eaux usées

Madagascar se classe parmi les quatre derniers pays d'Afrique subsaharienne en termes d'accès à l'assainissement urbain. Un résident urbain sur six pratique la défécation à l'air libre (16,7 %) et un tiers utilise des toilettes non améliorées (29,3 %) <sup>23</sup>

<sup>19</sup> La prévalence urbaine de la diarrhée chez les enfants est de 10,4 %, plus élevée que dans les zones rurales (Institut National de la statistique, enquête démographique et santé à Madagascar, 2021)

<sup>20</sup> [Climate-affected Madagascar adapts to new reality: A UN Resident Coordinator blog | UN News](#)

<sup>21</sup> L'étude "Flood, coastal and wind risk assessment and development of mitigation actions for coastal cities in Madagascar", ciblée sur les villes de Toamasina et Mananjara, Banque Mondiale, 2023, fera référence.

<sup>22</sup> Toamasina 1 est génériquement appelée Toamasina (ou Tamatave), Toamasina 2 étant une commune rurale périphérique à Toamasina 1, sur lesquelles sont implantées les principales infrastructures (station de traitement des boues de vidange existante, centrales de production d'eau potable...)

<sup>23</sup> WHO/UNICEF. 2023. Joint Monitoring Programme Household Data

L'assainissement des eaux usées et industrielles, ciblé par le partenariat entre l'UE et Madagascar, doit encore faire l'objet d'une stratégie globale, ce qui limite les possibilités d'investissement, en dépit de l'ampleur des besoins.

La Direction générale de l'assainissement du MEAH a été créée récemment. Elle suppose encore une montée en compétences, pour jouer pleinement son rôle d'appui aux communes, en charge du service public de l'assainissement. Celles-ci privilégient les investissements dans la collecte et le traitement des ordures ménagères et l'assainissement des eaux pluviales. Les inondations post-cycloniques à Toamasina, qui accentuent encore les conséquences sanitaires d'un assainissement des eaux usées inadapté, légitiment cette priorisation. L'Agence Française de Développement (AFD) appuie l'assainissement des eaux pluviales dans les zones sensibles de Toamasina.

Les cadres institutionnels et financiers de l'assainissement collectif des eaux usées ne sont pas encore définis. Un appui de l'UE et de l'AFD, dans le cadre du programme PIAA2<sup>24</sup>, pourrait les clarifier dans les prochaines années. Toutefois, au regard des investissements lourds supposés par l'assainissement collectif, et au regard des incertitudes actuelles sur les modalités de gestion, l'appui à l'assainissement individuel sera privilégié, tant au niveau des équipements individuels (publics et privés) que du service de collecte et de traitement des boues de vidange (excrétas), assuré par des opérateurs privés formels et informels à Toamasina.

Il existe une réelle volonté des ménages (y compris les plus vulnérables) à payer pour des équipements et un service améliorés. Néanmoins, l'offre de sanitaires demeure limitée et suppose que soient stimulés les acteurs privés et les ménages, par un marketing de l'assainissement adapté, des instruments de financement spécifiques, et une politique d'accompagnement (via des subventions à l'équipement éventuelles). Les services de vidange des sanitaires sont assurés par des opérateurs privés formels et informels. L'essentiel des boues de vidanges est enfoui ou rejeté dans le milieu naturel sans traitement. 10%<sup>25</sup> des boues de vidanges sont traitées par un opérateur privé. Ce service reste donc marginal, du fait de la capacité limitée de la station de traitement des boues de vidanges existante et de tarifs d'équilibre encore élevés pour les ménages les plus défavorisés. La valorisation des boues traitées en engrais, en dépit du potentiel, se heurte à des réticences culturelles.

En réponse, l'USAID initie un projet d'appui à la direction régionale de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène du MEAH, à la commune de Toamasina, aux opérateurs privés (équipements et service). Principalement axé sur la formation, le marketing de l'assainissement et la mise en œuvre de mécanismes de financement des acteurs privés, ce projet ne dispose pas de fonds d'investissements (notamment pour l'extension de la station de traitement des boues de vidanges), que la présente action permettra de mobiliser en capitalisant sur les acquis du projet financé par l'USAID.

Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

- Le MEAH et la direction régionale, appui - conseil aux collectivités locales ayant la compétence en matière d'assainissement des eaux usées
- Les communes de Toamasina 1 et 2, qui ont la compétence de l'assainissement sur leur territoire, et dont elles peuvent déléguer la gestion à des opérateurs privés. Elles demeurent propriétaires des infrastructures principales, comme les stations de traitement des boues de vidange.
- Les populations de ces communes qui seront les usagers et usagères des infrastructures
- Les gestionnaires des services sociaux ciblés pour les édicules publics
- Les opérateurs privés qui assurent la fabrication et l'implantation des équipements d'assainissement (latrines, fosses septiques), et le service de collecte et de traitement des boues de vidange.
- Lorsque possible, les associations d'usagers, les organisations de la société civile travaillant pour les droits des femmes et des personnes en situation de handicap.

<sup>24</sup> Programme Intégré d'Assainissement d'Antananarivo, phase 2, co financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et l'UE ; Ce programme est en cours de démarrage.

<sup>25</sup> Interview de l'opérateur Clean Impact et MEAH



### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

**L'objectif général de cette action** est un secteur de l'eau et de l'assainissement plus inclusif, moderne, résilient au changement climatique à Madagascar, en phase avec son niveau de croissance démographique et économique en milieu urbain.

**L'objectif spécifique de cette action** est :

1. L'accès inclusif aux services d'eau et d'assainissement de qualité et plus résilients face au changement climatique est amélioré à Toamasina

Les produits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants:

**1.1 Contribuant à la réalisation 1 (ou à l'objectif spécifique 1)**

Infrastructures de production, de transport et de stockage d'eau potable améliorées/réhabilitées dans les Communes de Toamasina 1 et 2

**1.2 Contribuant à la réalisation 1 (ou à l'objectif spécifique 1)**

Installations sanitaires publiques et/ou privées plus inclusives pour les femmes et les filles à Toamasina.

**1.3 Contribuant à la réalisation 1 (ou à l'objectif spécifique 1)**

Infrastructures et mécanismes de collecte et de traitement des excréments améliorés à Toamasina

**1.4 Contribuant à la réalisation 1 (ou à l'objectif spécifique 1)**

Capacités stratégiques et opérationnelles de la JIRAMA « eau » renforcées.

#### 3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1:

- a) Travaux de construction d'une nouvelle centrale de traitement d'eau potable, de réseaux de transport et d'ouvrages de stockage.
- b) Travaux (ou équipements) de réhabilitation de la centrale existante, du réseau de distribution et des ouvrages de stockage.
- c) Travaux de construction extension de réseaux selon les priorités arrêtées par le schéma directeur d'alimentation en eau potable, sous contrainte de ressources, éventuel appui aux opérateurs de bornes fontaines.
- d) Etudes, Supervision et contrôle des travaux.

Activités liées au produit 1.2:

- e) Identification, priorisation, ciblage des bénéficiaires et des édicules publics prioritaires. Les écoles et centres de santé, en fonction des priorisations établies, pourront faire l'objet d'une sensibilisation spécifique, à l'hygiène et hygiène menstruelle. Appui aux réseaux de distributeurs de matériel sanitaire. Appui aux communes et à la direction régionale du MEAH, marketing de l'assainissement, sensibilisation à l'hygiène, etc.
- f) Travaux de réalisation des édicules sexo-spécifiques et/ou subventions partielles à l'équipement en sanitaires améliorés, en tenant compte de l'étude sectorielle genre.

Activités liées au produit 1.3:

- g) Actualisation et mise à jour éventuelles du schéma directeur d'assainissement des eaux usées, en tenant compte des impacts du changement climatique pour la mobilisation de la ressource en eau.
- h) Travaux de construction d'une nouvelle station de traitement des boues de vidanges, supervision et contrôle.
- i) Appui aux communes et direction régionale du MEAH, dotations en matériel, appui technique aux opérateurs privés, études techniques, institutionnelles et financières éventuelles, etc.

Activités liées au point 1.4 :

- j) Prestations pour la réalisation du schéma directeur d'alimentation en eau potable et études techniques, environnementales, sociales et de genre, en prenant en compte les enjeux liés au changement climatique et à l'exposition particulière de Toamasina aux événements climatiques extrêmes.

- k) Assistance technique pour l'amélioration des performances et des revenus de la JIRAMA.
- l) Fourniture d'équipements techniques (compteurs, équipements de géo référencement, SIG<sup>26</sup>, etc.).

Activités transversales:

m) Assistance technique auprès de la JIRAMA et du MEAH pour la mise en œuvre du projet, audits, évaluations, communication permettant de faciliter la mise en œuvre de l'action, études de baseline, notamment pour la prise en compte des aspects relatifs au genre, pour lesquels une analyse sectorielle genre de l'eau et de l'assainissement sera effectuée au démarrage du projet en intégrant des perspectives des personnes en situation de handicap et être prise en compte dans le cadre de certaines activités liées à l'assainissement ou au schéma directeur pour l'alimentation en eau potable.

n) L'action prévoira la possibilité de mobiliser une enveloppe d'urgence en vue de faire face aux dégâts potentiels liés à des catastrophes naturelles, notamment post cycloniques. Ces fonds pourront être utilisés comme un mécanisme de réponse rapide face aux chocs et crises qui surviendraient dans la zone d'intervention de l'action, et seront réalloués aux activités structurantes de l'action s'ils n'étaient pas mobilisés.

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

La ville de Toamasina est régulièrement exposée à des événements cycloniques qui supposeront une attention et des analyses particulières, notamment dans le cadre de la réalisation du schéma directeur d'alimentation en eau potable et pour la réalisation d'infrastructures résilientes.

Les risques climatiques spécifiques à l'eau, l'hygiène et l'assainissement sont les dommages causés par les inondations et la contamination de l'eau associés à l'augmentation de l'intensité des cyclones et aux fortes pluies.

La gestion post cyclonique suppose le pré positionnement de stockages d'eau potable dans les lieux d'accueil transitoires (écoles, gymnases, lieux dédiés), qui pourraient aussi être spécifiquement ciblés pour la réalisation de sanitaires publics permettant d'apporter une réponse adaptée aux affluences ponctuelles lors des épisodes cycloniques. Par ailleurs, l'enveloppe d'urgence pourra contribuer à répondre plus rapidement à des dégâts irréversibles sur les infrastructures en eau potable et/ou assainissement causés lors des épisodes cycloniques.

Il est estimé que plus de la moitié des ménages a recours au charbon pour faire bouillir l'eau et la rendre potable. La production d'une eau répondant aux normes de potabilité permettrait d'éviter les émissions liées à l'utilisation de ce charbon, tout en limitant la ponction sur les ressources forestières.

Par ailleurs, l'amélioration de la performance de la JIRAMA et la limitation des eaux produites et non facturées (*Non revenue Water, NRW*) contribuera tant à la préservation des ressources en eau, qu'à la maîtrise des dépenses en électricité, qui constituent encore un des premiers postes de dépenses de la JIRAMA, pour sa branche eau potable<sup>27</sup>.

**Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie B (pour laquelle une EIE sera réalisée).

**Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action est à risque (une ERC sera effectuée), pour la nouvelle centrale de production d'eau potable.

---

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que le processus de consultation tout au long du projet

<sup>26</sup> SIG : Système d'Information Géographique

<sup>27</sup> Cf « Etude tarifaire », étude financée par la BEI, 2019

cherchera à maximiser la contribution des femmes dans les décisions stratégiques les concernant de façon à garantir des bénéfices équitables pour les femmes et les hommes, notamment pour l'assainissement public. L'impact du projet sur les femmes pourrait faire l'objet d'une évaluation spécifique, en se fondant notamment sur les travaux de recherche actuellement en cours dans le cadre de l'évaluation des impacts du projet JIRAMA Water III. L'accès régulier à une eau potable, en quantité et en qualité, ainsi qu'à des sanitaires améliorés tenant compte des facteurs sexo-spécifiques (notamment dans les lieux publics) constitue a priori un facteur d'émancipation pour les femmes, du fait de l'amélioration des conditions d'hygiène menstruelle, d'une moindre déscolarisation des filles et de charges de collecte de l'eau (majoritairement dévolue aux femmes et enfants) diminuées. Un effort devrait être fait lors des échanges sur les spécificités techniques des installations sanitaires publiques pour assurer la reconnaissance des besoins distincts des deux sexes et pour assurer leur participation active dans le processus de prise de décision et de conception des infrastructures.

---

### **Droits de l'homme**

La résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 28 juillet 2010 reconnaît que le droit à l'eau potable et à l'assainissement est un droit de l'Homme, essentiel à la pleine jouissance de la vie et à l'exercice de tous les droits de l'Homme. L'Assemblée a reconnu le droit de chaque être humain d'avoir accès à suffisamment d'eau pour ses usages personnels et domestiques, c'est-à-dire entre 50 et 100 litres d'eau par personne et par jour. Le droit à l'eau consiste en un approvisionnement suffisant, physiquement accessible et à un coût abordable, soit inférieur à 3 % du revenu du ménage. De plus, la source d'eau doit se trouver à moins de 1 000 mètres de la maison et le temps de collecte ne doit pas dépasser 30 minutes.

Le projet contribuera à accroître la disponibilité de l'eau, notamment pour les ménages, à limiter le temps de collecte, à permettre un approvisionnement à toute heure. En augmentant la production d'eau potable, en améliorant la performance pour son utilisation et en projetant le développement du réseau à long terme, le projet contribuera directement et indirectement à l'extension des réseaux et la desserte croissante, par bornes fontaines ou branchements particuliers, des ménages actuellement les plus éloignés du service de l'eau potable. Bien que l'analyse de l'impact en matière de santé dépasse le périmètre du projet, le lien entre santé et disponibilité en eau potable permet de supposer l'amélioration des conditions d'hygiène et consécutivement, la réduction des maladies hydriques liées à l'utilisation de sources d'eau alternatives polluées.

---

### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. L'action privilégie dans un premier temps la production additionnelle d'eau potable pour tous, y compris les personnes en situation de handicap qui sont assistées par d'autres membres de la famille pour leurs besoins en eau. Le fait de pouvoir disposer d'un approvisionnement plus large peut avoir une incidence positive dans leur qualité de vie. Toutefois, le projet ne sera pas en mesure de prouver l'impact, en l'absence de données de référence.

Les aspects liés au handicap seront particulièrement pris en compte pour un accès sûr et inclusif aux sanitaires publics.

---

### **Réduction des inégalités**

Dans sa configuration, l'action ne cible pas spécifiquement la réduction des inégalités. Elle prévoit, à titre principal, de produire plus d'eau potable pour tous, indistinctement des niveaux de revenus. Il n'est pas prévu de ciblage à destination des ménages les plus défavorisés. Toutefois, les familles urbaines les plus pauvres pourront bénéficier de l'accès amélioré à l'eau saine et à des installations sanitaires qui assurent la dignité humaine.

Il faut toutefois noter que la pénibilité de la collecte d'eau au niveau des bornes fontaines sera atténuée (en permettant sa collecte à toute heure, à un débit satisfaisant). C'est, outre l'eau provenant des pompes individuelles, dont l'hygiène est très problématique, le principal moyen d'approvisionnement en eau potable des ménages les plus défavorisés.

---

### **Démocratie**

La loi de décentralisation prévoit que la gestion de la voirie, de l'eau et de l'assainissement, de l'hygiène, et des ordures ménagères sont des compétences communales. Les communes n'exercent pas de réelle tutelle sur la

JIRAMA, délégataire du service public de l'eau à Toamasina. Elles exercent cependant une vigilance sur la desserte des quartiers, notamment par bornes fontaines, dans le cadre d'un dialogue régulier avec la direction régionale du MEAH et de la JIRAMA.

L'action renforcera le processus de décentralisation au profit de Toamasina vis-à-vis de la compétence assainissement des communes et favorisera celui de déconcentration des services centraux de l'état (MEAH, vis-à-vis de sa direction régionale).

#### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

L'action n'a pas d'impact direct sur des situations de conflits, paix ou résilience. En revanche, le manque d'eau (et le manque d'électricité) donne de plus en plus fréquemment lieu à des mouvements d'humeur des usagers de la JIRAMA. La satisfaction des besoins en eau, permise par le projet, contribuera à apaiser ces tensions croissantes.

#### **Réduction des risques de catastrophes**

La prévention, la gestion, l'atténuation et l'adaptation aux risques de catastrophes participe à cette action, tant par sa contribution à la diversification des ressources en eau, que par sa contribution à la prévention des épidémies consécutives aux inondations et aux risques bactériologiques transmissibles par les eaux usées contaminant l'environnement.

L'enveloppe d'urgence pourra également atténuer la portée dans le temps des dégâts consécutifs aux épisodes cycloniques, et en atténuer l'impact.

#### **Secteur privé**

Le secteur privé est une partie prenante clé pour la mise en œuvre et la durabilité de l'Action dans le sous-secteur de la gestion des excréta et des boues de vidange, et pour l'offre de solutions de sanitaires améliorés.

A Toamasina, le service des bornes fontaines est principalement assuré par des opérateurs associatifs, communautaires et privés, autorisés par la commune, avec l'appui technique de la direction régionale du MEAH. Les faibles niveaux de pression et les coupures régulières sont un frein actuel à l'extension de ce service, que le projet contribuera significativement à accélérer.

### **3.4 Risques et enseignements tirés**

<b>Catégorie</b>	<b>Risques</b>	<b>Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)</b>	<b>Impact (élevé/ moyen/ faible)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
Personnes et organisations	Déficit de la JIRAMA et manque de moyens et d'équipements pour assurer la maintenance des infrastructures	<b>élevé</b>	<b>élevé</b>	Dialogue de haut niveau (en coordination étroite avec les autres PTF engagés dans le domaine) relative au redressement de la JIRAMA (branches eau et électricité).  Dotations en matériels et équipements pour le court et moyen terme.
Personnes et organisations	Difficultés de coordination entre JIRAMA siège et Toamasina, MEAH et direction régionale MEAH	<b>moyen</b>	<b>moyen</b>	Travail de coordination mené en amont du projet, et implication des acteurs y inclus autorités locales  Assistance technique prévue pour la mise en œuvre du projet, facilitant le travail d'équipes mixtes (institutionnelles et

				géographiques). Mise en place de comités techniques mixtes (MEAH, JIRAMA, Antananarivo – Toamasina) facilitant la coordination.
Personnes et organisation	Elections municipales en 2024, et éventualité de changement des acteurs locaux, en particulier les maires de Toamasina 1 et 2	<b>moyen</b>	<b>moyen</b>	Communication continue avec les autorités locales, particulièrement à l'issue des élections.  Mesures de compensations, permettant à Toamasina 2, qui accueille les infrastructures, de bénéficier des services liés à l'eau et l'assainissement.
Environnement externe	Disponibilité saisonnière et pérenne des ressources en eau en particulier du fait du changement climatique	<b>élevé</b>	<b>moyen</b>	Le schéma directeur prévoit des études hydrologiques sur les ressources en eau, notamment en eau de surface.
Personnes et organisation	Faibles capacités institutionnelles et matérielles des communes, MEAH et direction régionale sur l'assainissement	<b>élevé</b>	<b>moyen</b>	Assistance technique en appui du MEAH et de la direction régionale.  Le projet financé par l'USAID prend en compte la dimension de formation et mobilisation des ressources, pour les communes et la direction régionale.
Environnement externe	Risques climatiques sur la durabilité des infrastructures	<b>élevé</b>	<b>moyen</b>	Evaluation des risques et de la vulnérabilité au changement climatique pour les infrastructures principales et adaptation.
Planification, processus et système	Risques liés à la satisfaction des conditions de décaissement sur le projet JIRAMA Water III, déterminant pour l'engagement de la BEI dans le projet	<b>moyen</b>	<b>élevé</b>	Fort appui politique au projet, qui devrait permettre de lever les obstacles à sa réalisation.
Égalité de genre	Une analyse de contexte et de problèmes qui ignorent le genre, neutre ou négative pourrait renforcer les inégalités de genre existantes et entraver la réalisation des droits humains dans le secteur, tout en compromettant l'efficacité et la durabilité de l'action.	Moyenn e	Moyen	Les connaissances et les outils de l'intégration de la dimension de genre sont disponibles.  Un suivi et une évaluation sensible au genre est utilisé.

**Enseignements tirés:**

Le secteur souffre d'un déficit de données, d'études stratégiques et techniques, ce qui limite la possibilité d'intervention rapide des partenaires techniques et financiers. Leur regain d'intérêt pour le secteur de l'eau potable en milieu urbain justifie d'engager des études stratégiques et techniques préparatoires facilitant le financement des phases de développement du réseau. Une coordination accrue est nécessaire, à l'instar de l'étroite collaboration qui existe entre la Banque Mondiale (BM), l'UE et la BEI à Antananarivo, dans le cadre des projet JIRAMA Water III et PAAEP<sup>28</sup>.

---

<sup>28</sup> JIRAMA Water III et Projet d'Appui à l'Alimentation en Eau Potable (PAAEP), respectivement financés par UE/BEI (65M€) et Banque Mondiale (220MUS\$, principalement dans la capitale).

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est :

*Au niveau des activités :*

SI une nouvelle centrale de traitement d'eau potable est construite, que des ouvrages de production, de transport et de distribution et de stockage sont construits ou réhabilités,

ALORS les infrastructures de production, de transport et de stockage d'eau potable seront améliorées/réhabilitées dans la Commune de Toamasina 1 et 2

SI le ciblage des bénéficiaires et des édifices publics prioritaires et l'appui aux acteurs du secteur sont menés de façon appropriée, que le marketing de l'assainissement et la sensibilisation à l'hygiène ont une portée suffisante

ET QUE les travaux de construction des édifices sexo-spécifiques sont réalisés et les appuis à l'équipement en sanitaires sont mis en œuvre,

ALORS les installations sanitaires publiques et/ou privées seront plus inclusives pour les femmes et les filles à Toamasina.

SI le foncier est disponible et que les travaux de construction d'une nouvelle station de traitement des boues de vidanges sont réalisés

ET QUE le MEAH, les communes, les opérateurs privés sont appuyés et bénéficient d'un matériel et de moyens adéquats,

ALORS les infrastructures et mécanismes de collecte et de traitement des excréta seront améliorés à Toamasina

SI l'assistance technique à la JIRAMA « eau » est mise en œuvre et appropriée par la JIRAMA

QUE la JIRAMA dispose d'équipements permettant la durabilité de cette performance,

ET QUE le schéma directeur d'alimentation en eau potable et les études techniques subséquentes sont menés à bien,

ALORS les capacités stratégiques et opérationnelles de la JIRAMA seront renforcées.

*Au niveau des produits attendus :*

SI les infrastructures de production, de transport et de stockage d'eau potable seront améliorées/réhabilitées dans la Commune de Toamasina 1 et 2, ET QUE la JIRAMA « eau » est dotée des ressources matérielles et humaines pour en assurer la maintenance

SI les installations sanitaires publiques et/ou privées sont plus inclusives pour les femmes et les filles à Toamasina. ET QUE l'offre de sanitaires est adaptée à une approche basée sur le marché

SI les infrastructures et mécanismes de collecte et de traitement des excréta sont améliorés à Toamasina

ET QUE les collectivités locales se dotent de politiques incitatives relatives à l'assainissement et de moyens adéquats,

SI les capacités stratégiques et opérationnelles de la JIRAMA sont renforcées,

QUE la JIRAMA est dotée de moyens humains et matériels adéquats, qu'elle appuie l'amélioration continue de la performance et se dote des indicateurs permettant de la mesurer, ET QUE le schéma directeur prend en compte les incidences liées au changement climatique spécifiques à la zone

ALORS l'accès inclusif aux services d'eau et d'assainissement de qualité et plus résilients face au changement climatique sera amélioré à Toamasina

*Au niveau de l'impact :*

SI l'accès inclusif aux services d'eau et d'assainissement de qualité et plus résilients face au changement climatique est amélioré à Toamasina

ET que le pays demeure stable et les bailleurs ne se retirent pas du secteur,

ALORS le secteur de l'eau et de l'assainissement sera plus inclusif, moderne, résilient au changement climatique à Madagascar, en phase avec son niveau de croissance démographique et économique en milieu urbain

### 3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

MODALITÉ DE PROJET (3 niveaux de résultats / indicateurs / source de données / hypothèses – pas d'activités)



Résultats	Chaîne des résultats (@): Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
<b>Impact</b>	Promouvoir un secteur de l'eau et de l'assainissement inclusif, moderne, résilient au changement climatique à Madagascar, en phase avec son niveau de croissance démographique et économique en milieu urbain	<p>1 : Proportion de la population qui utilise des services d'eau potable gérés en toute sécurité, ventilé par sexe (ODD 6.1.1 et CREM 1.30).</p> <p>2 : Proportion de la population qui utilise des services d'assainissement gérés en toute sécurité, ventilé par sexe (ODD 6.2.1 et CREM 1.31).</p>	<p>1 : 53% (2022)</p> <p>2 : 12% (2022)</p>	<p>1 : X (2030)</p> <p>2 : X (2030)</p>	<p>1. : Données des comptes nationaux de la Banque mondiale et fichiers de données des comptes nationaux de l'OCDE. Disponible à <a href="https://donnees.banquemondiale.org/">https://donnees.banquemondiale.org/</a> et <a href="https://donnees.banquemondiale.org/pays/madagascar?view=chart">https://donnees.banquemondiale.org/pays/madagascar?view=chart</a></p> <p>2 : Données des comptes nationaux de la Banque mondiale et fichiers de données des comptes nationaux de l'OCDE. Disponible à <a href="https://donnees.banquemondiale.org/">https://donnees.banquemondiale.org/</a> et <a href="https://donnees.banquemondiale.org/pays/madagascar?view=chart">https://donnees.banquemondiale.org/pays/madagascar?view=chart</a></p>	<i>Non applicable</i>
<b>Réalisation 1</b>		<p>1.1 : Volume d'eau potable produite par jour (m³)</p> <p>1.2 : Volume d'excrétas traités (m³/semaine).</p> <p>1.3 Nombre d'individus ayant accès à une source améliorée d'eau potable et / ou à des installations</p>	<p>1.1 : 19 000 (2022)</p> <p>1.2 : 120 (2022)</p>	<p>1.1 : 40 000 (2030)</p> <p>1.2. : X (2030)</p>	<p>1.1 : 2.1. : Données JIRAMA (y inclus 9000m³ jour du projet financé par la JICA sur la cible à 2030)</p> <p>1.2 : Données opérateur privé (Clean Impact)</p>	Le pays demeure stable et les bailleurs ne se retirent pas du secteur

	Accès inclusif aux services d'eau et d'assainissement de qualité et plus résilients face au changement climatique amélioré à Toamasina	d'assainissement améliorées avec le soutien de l'UE ventilé par sexe (CREM 2.38)*	1.3 : 225 000 (2022) (eau potable)	1.3 : X (2030)	1.3 Rapport étude préparatoire projet extension et amélioration du système AEP à Toamasina, JICA / rapports projet	
		1.4 : Statut du schéma directeur d'adduction en eau potable.	1.5 : Indisponible	1.5 : Adopté après concertation	1.5 : Adoption par le MEAH	
		1.5 : Pertes en eau (NRW, %)	1.6 : 37% (2020)	1.6 : X (2030)	1.6 : Etudes NRW (2021) / rapports projet	
		1.6 : Pertes réelles (pertes physiques en eau), %	1.7 : 17% (2020)	1.6 : X (2030)	2.3 : Etudes NRW (2021) / rapports projet	
<b>Produit 1 lié à la réalisation 1</b>	1.1 : Infrastructures de production, de transport et de stockage d'eau potable	1.1.1 : Capacité de traitement de l'eau (en m3/j) créée avec le soutien de l'UE.	1.1.1: 0 (2024)	1.1.1 : 12000 (2030)	1.1.1 : Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE	La JIRAMA « eau » est

	améliorées/réhabilitées et résiliente au changement climatique dans la Commune de Toamasina 1 et 2.	1.1.2 : Longueur des conduites d'adduction d'eau nouvelles ou réhabilitées en zone urbaine (en km).  1.1.3 : Volume de stockage d'eau construit (m3) avec le soutien de l'UE	1.1.2 : 0 (2022)  1.1.3 : 0 (2023)	1.1.2 : 35 (2030) 47 km - 12 construits, 35 réhabilités  1.1.3 : 1 000	1.1.2 : données JIRAMA et Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE et évaluation de projet  1.1.3 : Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE	dotée des ressources matérielles et humaines pour assurer la maintenance
<b>Produit 2 lié à la réalisation 1</b>	1.2 : Installations sanitaires publiques et/ou privées plus inclusives pour les femmes et les filles à Toamasina.	1.2.1 : Nombre de sanitaires publics et/ou privés améliorés ou créés avec le soutien de l'UE.	1.2.1 : 0	1.2.1 : A définir	1.2.1 : Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE	L'offre de sanitaires est adaptée à une approche basée sur le marché.
<b>Produit 3 lié à la réalisation 1</b>	1.3. : Infrastructures et mécanismes de collecte et de traitement des excréta améliorés à Toamasina	1.3.1 : Statut de la nouvelle station de traitement des boues de vidanges.  1.3.2 : Capacité additionnelle de traitement des excréta (en m3).	1.3.1 : Non existante (2024)  1.3.2 : 0 (2024)	1.3.1 : Station opérationnel le (2030)  1.3.2 : X (2030)	1.3.1 : Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE  1.3.2 : Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE	Les collectivités locales adoptent des politiques incitatives (Code municipal d'hygiène, par exemple), et ont les moyens d'assumer leur mandat en

						matière d'assainissement.
<b>Produit 4 lié à la réalisation 1</b>	1.4. : Capacités stratégiques et opérationnelles de la JIRAMA « eau » renforcées	<p>1.4.1 : Statut du schéma directeur d'alimentation en eau potable développé avec le soutien de l'UE.</p> <p>1.4.2 : Nombre de professionnels/personnel formés ou encadrés, ventilé, lorsque cela est possible et pertinent, par sexe et âge et par type d'organisation</p> <p>1.4.3 : Nombre d'études soutenues par l'UE (techniques, économiques, environnementales, genre)</p>	<p>1.4.1 : Inexistant (2024)</p> <p>1.4.2 : 0 (2024)</p> <p>1.4.3 : 0 (2024)</p>	<p>1.4.1 : Finalisé avec un horizon stratégique à 20 ans (2030)</p> <p>1.4.2 : 50 (2030)</p> <p>1.4.3 : X (2030)</p>	<p>1.4.1 : Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE</p> <p>1.4.2 : Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE</p> <p>1.4.2 : Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE</p>	<p>Le schéma directeur prend en compte les incidences liées au changement climatique spécifiques à la zone.</p> <p>La JIRAMA est dotée des moyens humains, et matériels adéquats</p> <p>La JIRAMA appuie l'amélioration de la performance et se dote des indicateurs permettant de la mesurer.</p>

## 4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Madagascar

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 96 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

### 4.4 Modalités de mise en œuvre applicable à la modalité du projet

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>29</sup>.

#### 4.4.1 Contribution à la Plateforme d'Investissement pour l'Afrique

Cette contribution peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec les entités, appelées institutions financières chefs de file, indiquées dans l'annexe du présent document d'action.

### 4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI – Europe dans le monde).

<sup>29</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

#### 4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
<b>Objectif 1 :</b> L'accès inclusif aux services d'eau et d'assainissement de qualité et plus résilients face au changement climatique est amélioré à Toamasina	
Contribution à la Plateforme d'Investissement pour l'Afrique (gestion indirecte) Cf section 4.4.1 (Objectifs spécifiques 1)	24 500 000
<b>Totaux</b>	<b>24 500 000</b>

#### 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Les comités de pilotage, le rôle et la responsabilité des acteurs ainsi que l'organisation opérationnelle du projet seront définies au cas par cas dans les projets soumis par les institutions financières.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

Dans le cadre de cette convention de financement, les partenaires de mise en œuvre seront autorisés à ouvrir un compte en Euros. Ils seront aussi autorisés à convertir les Euros en devises au rythme de leurs besoins et seront donc dispensés de la nécessité de convertir les devises en Ariary sous 30 jours.

Le ministère de l'économie et des finances, en tant que représentant de la République de Madagascar et dans le cadre de ses prérogatives en matière de suivi des actions en soutien aux politiques nationales sur financement extérieur, participe aux structures de gouvernance du programme. Les modalités concrètes de la participation seront définies par échange de lettres au moment du lancement effectif du projet.

#### 4.8 Conditions préalables

S.O.

### 5 MESURE DES PERFORMANCES

#### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

L'action fera l'objet d'une convention de contribution assujettie à des obligations contractuelles annuelles de suivi et de rapportage. Celles-ci porteront sur les activités de l'action, en se basant sur les cadres logiques qui seront complétés dans les application form et les conventions de contribution. Elles se baseront sur les données et indicateurs produits dans le cadre de l'action (études de faisabilité par exemple) et des données relatives au secteur de l'eau et de l'assainissement, et produites par les institutions en charge du secteur.

Elles pourront donner lieu à des missions de monitoring, et à un suivi formel et non formel de la Délégation, notamment dans le cadre des comités de pilotage auxquels la Délégation sera associée en qualité d'observateur.

Le ministère de l'économie et des finances, en tant que représentant de la République de Madagascar et dans le cadre de ses prérogatives en matière de suivi des actions en soutien aux politiques nationales sur financement extérieur est destinataire des documents contractuels pour ces actions, de toute information de suivi technique et financier provenant des responsables de la mise en œuvre, ainsi que des rapports d'évaluation de celles-ci, au même titre que l'Autorité Contractante. Il peut aussi collecter des informations qu'il juge pertinentes auprès des responsables de mise en œuvre de ces actions et effectuer des visites de suivi de ces projets sur ses propres ressources.

## 5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation finale sera effectuée pour la présente action, ou une de ses composantes, par des consultants indépendants ou dans le cadre d'une mission conjointe par un partenaire chargé de la mise en œuvre.

Si une évaluation à mi-parcours est réalisée, elle le sera pour résoudre des problèmes, tirer des enseignements, notamment dans le cadre des orientations à donner à l'action, ou dans la perspective de son extension ou d'une phase d'investissements complémentaire, financée ou non par la Commission européenne.

La Commission peut, au cours de la mise en œuvre, décider de procéder à une évaluation pour des raisons dûment justifiées, soit de son propre chef soit à l'initiative du partenaire.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 15 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collabore de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

## 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

# 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur

travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l’emblème de l’Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s’applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l’exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l’Union.

Cependant, les documents d’action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d’action de mesures d’accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l’échelle nationale.



## Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;

de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);

de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

<b>Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)</b>		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
<b>Niveau Contrat</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Contribution à la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (gestion indirecte) – cf. section 4.4.1 (Objectifs spécifiques 1 et 2) – 24 500 000 EUR

## APPENDIX 2: Liste des institutions financières éligibles à la Plateforme d'Investissement pur l'Afrique

AECID (Agencia Española de Cooperación Internacional al Desarrollo, Espagne)

AFD (Agence française de développement, France)

BIO (Belgian Investment Company for Developing Countries, Belgique)

CDP (Cassa Depositi e Prestiti S.p.A., Italie)

DEG (German Investment Cooperation, Allemagne)

EIB (European Investment Bank)

KfW (Kreditanstalt für Wiederaufbau, Allemagne)

COFIDES (Compañía Española de Financiación del Desarrollo, Espagne)

FMO (Nederlandse Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden, Pays-Bas)

PROPARCO (Groupe agence française de développement, France)

SIMEST (Società italiana per le imprese all'estero, Italie)

SOFID (Sociedade para o Financiamento do Desenvolvimento, Portugal)

AfDB (African Development Bank)

The World Bank Group